



Allocution de la rectrice Murielle Laberge  
à l'occasion du

**Dévoilement du Réseau de recherche en économie sociale et solidaire  
(RRÉSS)**

le mardi 4 juin 2024, à 14 h  
Salle J0105 du Campus de Saint-Jérôme

---

*La version prononcée fait foi*

Madame Carla Pierre Paul, mairesse suppléante et conseillère municipale à la Ville de Saint-Jérôme,

Monsieur Patrick Duguay, président du conseil d'administration de l'UQO et directeur général de la Coopérative de développement régional Outaouais-Laurentides (CDROL)

Madame Christine Nantel, représentante du Conseil des préfets et des élus de la région des Laurentides (CPERL)

Distingués invité·es,

Bonjour,

Avant tout, je tiens à souligner que nous travaillons, étudions et vivons sur le territoire traditionnel non cédé de la Nation algonquine Anishinabeg, le Nitakinan, et nous exprimons notre sincère gratitude aux membres de cette Nation de pouvoir y tisser des liens et d'y apprendre. Migwetch!

Je suis honorée de vous accueillir aujourd'hui pour le dévoilement officiel du Réseau de recherche en économie sociale et solidaire (RRÉSS). Grâce à un investissement de quatre millions de dollars, sur une période de cinq ans en provenance du Fonds de recherche du Québec – Société et culture (FRQSC), cette nouvelle infrastructure de recherche vise à positionner le Québec comme chef de file dans ce domaine, tant en Amérique du Nord qu'à l'échelle internationale.

Il est indéniable que l'économie sociale et solidaire joue un rôle crucial dans la production de biens, de services et des services collectifs au Québec, à tel point que beaucoup parlent d'un « modèle québécois ». Les racines de cette économie remontent au XIX<sup>e</sup> siècle, notamment avec la création de la première caisse populaire par Alphonse Desjardins en 1900.

Aujourd'hui, ce secteur est non seulement dynamique, mais également vital pour notre société. Avec plus de 18 600 organisations réparties dans une trentaine de domaines d'activités, tels que l'éducation, les services de garde, le logement, la santé, les loisirs, le tourisme, la culture et les médias, il emploie près de 440 000 personnes, en grande majorité des femmes (66 %), à travers toutes les régions du Québec. Ces organisations visent une finalité sociale, centrée sur le service aux membres ou à la collectivité plutôt que sur le profit pécuniaire. Leurs revenus redistribués s'élèvent tout de même à 47,8 milliards de dollars, illustrant ainsi la contribution significative à l'économie québécoise.

J'aimerais prendre un instant pour aborder la signification du mot *solidaire* dans l'expression « économie sociale et *solidaire* », car ceci illustre une valeur profonde au sein de notre société. Alors que l'économie sociale se concentre sur des entreprises dont la finalité est sociale, l'ajout de *solidaire* souligne un engagement plus profond envers la communauté dans son ensemble. Cette solidarité implique un soutien mutuel et une prise en charge collective des besoins sociaux, économiques et environnementaux. En intégrant la dimension de solidarité, l'économie sociale devient plus qu'un simple modèle économique alternatif, elle devient un outil pour construire une société plus équitable et résiliente, où chacun se sent responsable du bien-être des autres.

Dès les années 1980, la communauté scientifique a manifesté un vif intérêt pour l'économie sociale et solidaire, conférant ainsi au Québec une expertise solide dans ce domaine. Ce qui est particulièrement notable, c'est que la recherche n'est pas menée de manière isolée, mais plutôt dans une interaction constante avec le milieu. Souvent, elle est même orientée par cette communauté de pratique. Il n'en reste pas moins que des besoins de recherche demeurent et que la consolidation des ressources sera bénéfique pour le milieu. Que ce soit sur la composition du bassin de travailleurs et travailleuses, sur l'apport des femmes et des personnes marginalisées, sur les motivations et les objectifs des personnes qui œuvrent en économie sociale et solidaire, sur les politiques et les stratégies gouvernementales, sur la compétition avec le secteur privé, sur les enjeux actuels des entreprises d'économie sociale et les solutions concrètes de gestion, d'administration, technologiques ou autres, ou encore sur le cadre juridique et les valeurs sociales qui sous-tendent l'implication des organisations, les questions et les perspectives d'analyses restent nombreuses.

Le réseau que nous dévoilons aujourd'hui sera une infrastructure vitale pour le développement de l'économie sociale et solidaire au Québec et ailleurs, la fusion entre la théorie académique et la pratique sur le terrain, un pont entre le savoir et l'action. Il rassemble ainsi une trentaine de chercheuses et chercheurs issu-es de 9 établissements universitaires et de 3 établissements collégiaux, en plus de 18 cochercheuses et cochercheurs provenant de 15 milieux de pratique ainsi que plusieurs personnes collaboratrices.

Nous sommes particulièrement honorés et fiers de souligner la nomination de notre professeure Marie-Laure Dioh parmi les titulaires en provenance de quatre établissements partenaires, chacun portant un axe de recherche spécifique :

- L'Université de Sherbrooke, avec le professeur Claude André Guillotte, titulaire de l'axe 1: Environnement juridique, institutionnel et gouvernance de l'ÉSS.

- L'Université du Québec à Montréal, avec la professeure Valérie Michaud, titulaire de l'axe 2 : Engagement, travail et, *care* en ÉSS.
- L'Université Laval, avec le professeur Luc Audebrand, titulaire de l'axe 3 : Modèles d'organisation et d'action soutenables en ÉSS.
- Et finalement l'Université du Québec en Outaouais, avec la professeure Marie-Laure Dioh, titulaire de l'axe 4 : Ancrages, développement et retombées de l'ÉSS dans les territoires.

Ce quatrième axe de recherche, porté par la professeure Marie-Laure Dioh, vise à documenter les trajectoires et retombées des pratiques innovantes d'ÉSS. Il cherche à transférer ces pratiques, à changer d'échelle territoriale et à transformer notre société de manière concrète et durable. Nous sommes d'ailleurs ravis de mentionner que Marie-Laure travaillera étroitement avec trois autres cochercheuses de l'UQO, soit les professeures Julie Bérubé, Isabelle Marchand, et Rhizlane Hamouti, dont les expertises en entrepreneuriat, en gestion stratégique et en développement des territoires seront essentielles.

Ce réseau s'inscrit parfaitement dans les objectifs du plan stratégique de l'UQO 2022-2026, visant à renforcer notre rayonnement institutionnel à l'échelle régionale, nationale et internationale. En réunissant diverses actrices et divers acteurs des milieux urbains, régionaux et internationaux et en favorisant le développement de compétences et des activités de maillage, le réseau permet à l'UQO de se positionner comme un acteur incontournable de l'ÉSS, notamment dans les Laurentides.

Un grand merci aussi aux partenaires de l'initiative, dont monsieur Patrick Duguay, directeur général de la Coopérative de Développement régional Outaouais-Laurentides (CDROL) et madame Amelie Girard, directrice générale du Pôle régional en économie sociale des Laurentides pour leur rôle majeur dans cette collaboration.

Nos remerciements sincères également au Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) et au Fonds de recherche du Québec pour son indispensable contribution.

Merci à toutes et à tous pour votre présence et votre soutien.

Longue vie au Réseau!